



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/23370/Add.4  
10 février 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

#### Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après :

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/23370 et Corr.1 du 9 janvier 1992, S/23370/Add.1 du 17 janvier 1992 et S/23370/Add.3 du 7 février 1992.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 1er février 1992, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, S/10855/Add.16, S/10855/Add.23, S/10855/Add.24, S/10855/Add.29, S/10855/Add.30, S/10855/Add.33, A/10855/Add.41, S/10855/Add.43, S/10855/Add.44, S/11185/Add.14, A/11185/Add.15, S/11185/Add.16, S/11185/Add.21, S/11185/Add.42/Rev.1 et S/11185/Add.47, S/11593/Add.15, S/11593/Add.21, S/11593/Add.29, S/11593/Add.42, S/11593/Add.49, S/11935/Add.21, S/11935/Add.42, S/11935/Add.48, S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.21, S/12269/Add.42, S/12269/Add.48, S/12520/Add.10, S/12520/Add.11, S/12520/Add.17, S/12520/Add.21, S/12520/Add.37, S/12520/Add.39, S/12520/Add.42, S/12520/Add.47, S/12520/Add.48, S/13033/Add.2, S/13033/Add.16, S/13033/Add.19, S/13033/Add.21, S/13033/Add.23, S/13033/Add.34, S/13033/Add.47, S/13033/Add.50, S/13737/Add.15, S/13737/Add.16, S/13737/Add.21, S/13737/Add.24, S/13737/Add.25, S/13737/Add.26, S/13737/Add.33, S/13737/Add.47, S/13737/Add.50, S/14326/Add.10, S/14326/Add.11, S/14326/Add.20, S/14326/Add.24, S/14326/Add.28, S/14326/Add.29, S/14326/Add.47, S/14326/Add.50, S/14840/Add.8, S/14840/Add.21, S/14840/Add.22,

S/14840/Add.23, S/14840/Add.24, S/14840/Add.25, S/14840/Add.27, S/14840/Add.30, S/14840/Add.31, S/14840/Add.32, S/14840/Add.33, S/14840/Add.37, S/14840/Add.42, S/14840/Add.48, S/15560/Add.3, S/15560/Add.21, S/15560/Add.29, S/15560/Add.37, S/15560/Add.42, S/15560/Add.45, S/15560/Add.47, S/15560/Add.48, S/16270/Add.6, S/16270/Add.7, S/16270/Add.8, S/16270/Add.15, S/16270/Add.20, S/16270/Add.21, S/16270/Add.34, S/16270/Add.35, S/16270/Add.40, S/16270/Add.47, S/16880/Add.8, S/16880/Add.9, S/16880/Add.10, S/16880/Add.15, S/16880/Add.20, S/16880/Add.21, S/16880/Add.41, S/16880/Add.46, S/17725/Add.2, S/17725/Add.15, S/17725/Add.21, S/17725/Add.28, S/17725/Add.35, S/17725/Add.38, S/17725/Add.43, S/17725/Add.47, S/18570/Add.2, S/18570/Add.21, S/18570/Add.30, S/18570/Add.47, S/19420/Add.2, S/19420/Add.3, S/19420/Add.4, S/19420/Add.18, S/19420/Add.19, S/19420/Add.22 et Corr.1, S/19420/Add.30, S/19420/Add.48, S/19420/Add.50, S/20370/Add.4, S/20370/Add.12, S/20370/Add.16, S/20370/Add.21, S/20370/Add.30, S/20370/Add.32, S/20370/Add.37, S/20370/Add.44, S/20370/Add.46, S/20370/Add.47, S/20370/Add.51, S/21100/Add.4, S/21100/Add.21, S/21100/Add.30, S/21100/Add.47, S/22110/Add.4, S/22110/Add.21, S/22110/Add.30 et S/22110/Add.47).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 3040e séance, le 29 janvier 1992. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (PINUL) portant sur la période allant du 21 juillet 1991 au 21 janvier 1992 (S/23452).

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution S/23483, qui avait été établi au cours de consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a alors procédé au vote sur le projet de résolution S/23483 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 734 (1992).

La résolution 734 (1992) se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du 19 mars 1978, 501 (1982) du 25 février 1982, 508 (1982) du 5 juin 1982, 509 (1982) du 6 juin 1982 et 520 (1982) du 17 septembre 1982, ainsi que toutes ses résolutions relatives à la situation au Liban,

Avant examiné le rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, daté du 21 janvier 1992 (S/23452), et prenant note des observations qui y sont formulées,

Rappelant l'additif au rapport du Secrétaire général en date du 22 janvier 1991 (S/22129/Add.1 daté du 28 janvier 1991);

Prenant note de la lettre datée du 17 janvier 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/23435),

Répondant à la demande du Gouvernement libanais,

1. Décide de proroger le mandat actuel de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 31 juillet 1992;

2. Approuve l'objectif global du Secrétaire général, exposé au paragraphe 33 du rapport de ce dernier (S/23452), qui est d'améliorer l'efficacité de la Force;

3. Approuve en particulier les recommandations récapitulées aux sous-alinéas i) et ii) du paragraphe 59 c) du rapport figurant dans l'additif au rapport du Secrétaire général en date du 22 janvier 1991 (S/22129/Add.1 daté du 28 janvier 1991);

4. Invite le Secrétaire général à examiner plus avant, en consultation avec les pays qui fournissent des contingents, comment atteindre l'objectif global mentionné au paragraphe 2 ci-dessus, et à agir en ce qui concerne les objectifs visés aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

5. Réaffirme qu'il soutient fermement la cause de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;

6. Souligne à nouveau le mandat de la Force et les principes généraux la concernant tels qu'ils sont énoncés dans le rapport du Secrétaire général en date du 19 mars 1978, approuvé par la résolution 426 (1978), et demande à toutes les parties intéressées de coopérer pleinement avec la Force pour qu'elle puisse accomplir intégralement sa mission;

7. Réaffirme qu'il convient que la Force accomplisse intégralement sa mission telle qu'elle est définie dans les résolutions 425 (1978) et 426 (1978), ainsi que dans toutes les autres résolutions pertinentes;

8. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec le Gouvernement libanais et les autres parties directement concernées par l'application de la présente résolution et de faire rapport au Conseil de sécurité à ce sujet."

Le Président du Conseil de sécurité a déclaré que, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il avait été autorisé à faire la déclaration ci-après au nom du Conseil (S/23495) :

"Les membres du Conseil de sécurité ont pris note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) (S/23452), présenté conformément à la résolution 701 (1991) du Conseil.

Ils réaffirment l'importance qu'ils attachent à la pleine souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. A ce propos, ils affirment que tous les Etats doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

Alors que le Conseil de sécurité proroge le mandat de la FINUL pour une nouvelle période sur la base de la résolution 425 (1978), les membres du Conseil soulignent à nouveau la nécessité d'appliquer cette résolution dans son intégralité. Ils réitèrent leur soutien sans réserve à l'Accord de Taïf et félicitent le Gouvernement libanais du succès des efforts qu'il poursuit en vue de déployer des unités de son armée dans le sud du pays en étroite coordination avec la FINUL. Les membres du Conseil prient instamment toutes les parties concernées d'accorder leur plein appui à la FINUL.

Les membres du Conseil de sécurité sont préoccupés par la violence qui se poursuit au Sud-Liban et demandent instamment à toutes les parties de faire preuve de retenue.

Les membres du Conseil de sécurité saisissent cette occasion pour remercier le Secrétaire général et ses collaborateurs des efforts qu'ils poursuivent à cet égard et rendre hommage à la FINUL et aux pays qui fournissent des contingents pour les sacrifices qu'ils consentent, ainsi que pour l'attachement à la cause de la paix et de la sécurité internationales dont ils font preuve dans des circonstances difficiles."

Admission de nouveaux membres (voir S/7382, S/7564, S/8301, S/8555, S/8815, S/8896, S/9961, S/10121, S/10296, S/10327, S/10351, S/10462, S/10762, S/10770/Add.1, S/10855/Add.25, S/10855/Add.29, S/11185/Add.22, S/11185/Add.23, S/11185/Add.24, S/11185/Add.31, S/11185/Add.32, S/11593/Add.31, S/11593/Add.32, S/11593/Add.33, S/11593/Add.38, S/11593/Add.39, S/11593/Add.41, S/11593/Add.48, S/11935/Add.25, S/11935/Add.33, S/11935/Add.36, S/11935/Add.45, S/11935/Add.46, S/11935/Add.47, S/11935/Add.48, S/12269/Add.27, S/12269/Add.29, S/12520/Add.32, S/12520/Add.48, S/13033/Add.36, S/13737/Add.7, S/13737/Add.30, S/14326/Add.27, S/14326/Add.38, S/14326/Add.45, S/15560/Add.38, S/16270/Add.7, S/21100/Add.15, S/21100/Add.32, S/22110/Add.31, S/22110/Add.36, S/23370/Add.2 et S/23370/Add.3).

A sa 3041e séance, le 29 janvier 1992, le Conseil de sécurité était saisi du rapport S/23475, du Comité d'admission de nouveaux Membres, dans lequel celui-ci lui recommande à l'unanimité un projet de résolution concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République d'Arménie.

A cette séance, comme ses membres en étaient convenus lors de leurs consultations préalables et agissant sur proposition du Président, le Conseil de sécurité a adopté sans vote le projet de résolution figurant au paragraphe 4 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres en tant que résolution 735 (1992).

La résolution 735 (1992) se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité.

Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République d'Arménie (S/23405),

Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République d'Arménie à l'Organisation des Nations Unies."

Conformément à la recommandation figurant au paragraphe 3 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres et afin de présenter sa recommandation à l'Assemblée générale lors de la reprise de sa quarante-sixième session, le Conseil de sécurité a décidé de ne pas tenir compte des délais prescrits à l'avant-dernier alinéa de l'article 60 de son règlement intérieur provisoire.

Le Président a déclaré qu'il communiquerait la décision du Conseil de sécurité recommandant l'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République d'Arménie au Secrétaire général pour transmission à l'Assemblée générale conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Président a ensuite fait la déclaration ci-après au nom des membres du Conseil de sécurité (S/23496) :

"C'est pour moi un privilège que de féliciter, au nom des membres du Conseil de sécurité, la République d'Arménie de la décision que le Conseil vient de prendre. Par sa résolution 735 (1992), le Conseil a recommandé à l'Assemblée l'admission de la République d'Arménie à l'Organisation des Nations Unies.

C'est là un moment important pour l'Organisation et pour la République d'Arménie. Les membres du Conseil ont noté avec une grande satisfaction que l'Arménie s'était solennellement engagée à défendre les buts et les principes définis dans la Charte, dont les principes relatifs au règlement pacifique des différends et au non-recours à la force.

Les membres du Conseil sont convaincus que l'Arménie contribuera pleinement et efficacement aux activités de l'Organisation dans tous les domaines. Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir ses représentants et de collaborer étroitement avec eux."

A sa 3042e séance, le 29 janvier 1992, le Conseil de sécurité était saisi du rapport S/23476, du Comité d'admission de nouveaux Membres, dans lequel

celui-ci lui recommande à l'unanimité un projet de résolution concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République du Kirghizistan.

A cette séance, comme ses membres en étaient convenus lors de leurs consultations préalables et agissant sur proposition du Président, le Conseil de sécurité a adopté sans vote le projet de résolution figurant au paragraphe 4 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres en tant que résolution 736 (1992). La résolution 736 (1992) se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République du Kirghizistan (S/23450),

Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République du Kirghizistan à l'Organisation des Nations Unies."

Conformément à la recommandation figurant au paragraphe 3 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres et afin de présenter sa recommandation à l'Assemblée générale lors de la reprise de sa quarante-sixième session, le Conseil de sécurité a déclaré de ne pas tenir compte des délais prescrits à l'avant-dernier alinéa de l'article 60 de son règlement intérieur provisoire.

Le Président a déclaré qu'il communiquerait immédiatement la décision du Conseil de sécurité recommandant l'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République du Kirghizistan au Secrétaire général pour transmission à l'Assemblée générale conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Président a ensuite fait la déclaration ci-après au nom des membres du Conseil de sécurité (S/23497) :

"Le Conseil de sécurité vient de recommander l'admission de la République du Kirghizistan à l'Organisation des Nations Unies. C'est avec le plus grand plaisir qu'au nom des membres du Conseil, je félicite la République du Kirghizistan en cette occasion historique. Nous nous réjouissons de ce nouveau renforcement du principe d'universalité.

Le Kirghizistan peut apporter une contribution importante aux travaux de l'Organisation. Nous notons avec une grande satisfaction sa ferme volonté de défendre les buts et les principes définis dans la Charte.

Tous les membres du Conseil se réjouissent à la perspective d'accueillir bientôt le Kirghizistan à l'Organisation. Nous attendons avec intérêt l'arrivée de ses représentants au Siège et sommes heureux à l'idée de collaborer étroitement avec eux."

A sa 3043<sup>e</sup> séance, le 29 janvier 1992, le Conseil de sécurité était saisi du rapport S/23477, du Comité d'admission de nouveaux Membres, dans lequel

celui-ci recommande à l'unanimité un projet de résolution concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République d'Ouzbékistan.

A cette séance, comme ses membres en étaient convenus lors de leurs consultations préalables et agissant sur proposition du Président, le Conseil de sécurité a adopté sans vote le projet de résolution figurant au paragraphe 4 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres en tant que résolution 737 (1992).

La résolution 737 (1992) se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République d'Ouzbékistan (S/23451),

Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République d'Ouzbékistan à l'Organisation des Nations Unies."

Conformément à la recommandation figurant au paragraphe 3 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres et afin de présenter sa recommandation à l'Assemblée générale lors de la reprise de sa quarante-sixième session, le Conseil de sécurité a décidé de ne pas tenir compte des délais prescrits à l'avant-dernier alinéa de l'article 60 de son règlement intérieur provisoire.

Le Président a déclaré qu'il communiquerait immédiatement la décision du Conseil de sécurité recommandant l'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République d'Ouzbékistan au Secrétaire général pour transmission à l'Assemblée générale conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Président a ensuite fait la déclaration ci-après au nom des membres du Conseil de sécurité (S/23498) :

"Le Conseil vient d'adopter la résolution 737 (1992) qui recommande l'admission de la République d'Ouzbékistan à l'Organisation des Nations Unies. Cette recommandation sera bientôt soumise à l'Assemblée générale pour l'étape finale du processus d'admission. C'est un privilège pour moi de féliciter au nom des membres du Conseil la République d'Ouzbékistan en cette occasion historique.

L'Ouzbékistan s'est solennellement engagé à s'acquitter de toutes les obligations énoncées dans la Charte, et nous nous en réjouissons au plus haut point. Les membres du Conseil sont convaincus que l'Ouzbékistan aura une importante contribution à apporter à l'accomplissement des nombreuses tâches incombant à l'Organisation.

Nous sommes heureux à la perspective d'accueillir parmi nous ses représentants et de travailler avec eux au sein des divers organes de l'ONU."

A sa 3044e séance, le 29 janvier 1992, le Conseil de sécurité était saisi du rapport S/23478, dans lequel le Comité d'admission de nouveaux Membres recommande à l'unanimité un projet de résolution concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République du Tadjikistan.

A cette séance, comme ses membres en étaient convenus lors de leurs consultations préalables et agissant sur proposition du Président, le Conseil de sécurité a adopté sans vote le projet de résolution figurant au paragraphe 4 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres en tant que résolution 738 (1992)

La résolution 738 (1992) se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

Avant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République du Tadjikistan (S/23455),

Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République du Tadjikistan à l'Organisation des Nations Unies."

Conformément à la recommandation figurant au paragraphe 3 du rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres et afin de présenter sa recommandation à l'Assemblée générale lors de la reprise de sa quarante-sixième session, le Conseil de sécurité a décidé de ne pas tenir compte des délais prescrits à l'avant-dernier alinéa de l'article 60 de son règlement intérieur provisoire.

Le Président a déclaré qu'il communiquerait immédiatement la décision du Conseil de sécurité recommandant l'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République du Tadjikistan au Secrétaire général pour transmission à l'Assemblée générale conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Président a ensuite fait la déclaration ci-après au nom des membres du Conseil de sécurité (S/23499) :

"J'ai le plaisir de féliciter, au nom des membres du Conseil, la République du Tadjikistan, dont le Conseil a recommandé l'admission à l'Organisation des Nations Unies.

Tous les membres du Conseil sont convaincus que le Tadjikistan apportera une contribution importante aux travaux de l'Organisation. Dans le monde en pleine évolution dans lequel nous vivons aujourd'hui, le principe d'universalité est plus que jamais crucial. Nous notons avec une grande satisfaction que le Tadjikistan est fermement résolu à défendre les buts et les principes définis dans la Charte des Nations Unies, et à s'acquitter de toutes les obligations énoncées dans la Charte.



Je voudrais conclure en adressant à la République du Tadjikistan les souhaits de bienvenue les plus chaleureux de la part des membres du Conseil."

Par une note datée du 23 janvier 1992 (S/23468), le Secrétaire général a transmis la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République de Moldova et contenue dans une lettre datée du 17 janvier 1992 qui lui a été adressée par le Président de la République de Moldova.

A la 3045e séance, le 29 janvier 1992, le Président du Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de l'article 59 du règlement intérieur provisoire du Conseil et en l'absence d'une proposition contraire, a renvoyé la demande de la République de Moldova au Comité d'admission de nouveaux Membres pour examen et rapport.

La responsabilité du Conseil de sécurité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner cette question à sa 3046e séance, tenue au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement le 31 janvier 1992.

A l'issue de la réunion, le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration ci-après au nom des membres du Conseil (S/23500), en précisant que le Conseil a terminé ses travaux :

"Les membres du Conseil de sécurité m'ont autorisé à faire la déclaration suivante en leur nom.

Le 31 janvier 1992 le Conseil de sécurité s'est réuni pour la première fois au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Dans le cadre de leur engagement envers la Charte des Nations Unies, les membres du Conseil de sécurité ont consacré leurs réflexions à 'la responsabilité du Conseil de sécurité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales' 1/.

---

1/ La réunion était présidée par le Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ce pays assurant la présidence du Conseil pour le mois de janvier. Des déclarations ont été faites par S. E. M. Franz Vranitzky, Chancelier fédéral d'Autriche, S. E. M. Wilfried Martens, Premier Ministre de Belgique, S. E. M. Carlos Alberto Wahnnon de Carvalho Veiga, Premier Ministre du Cap-Vert, S. E. M. Li Peng, Président du Conseil d'Etat de la Chine, S. E. M. Rodrigo Borja-Cevallos, Président de l'Equateur,

(Suite de la note page suivante)

Les membres du Conseil de sécurité considèrent que leur réunion vient à point pour attester que la nouvelle situation internationale permet au Conseil de sécurité de s'acquitter plus efficacement de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'avènement d'une ère nouvelle

Cette réunion du Conseil de sécurité se tient à une époque de changements d'une grande portée. La fin de la guerre froide a fait naître l'espoir de l'avènement d'un monde plus sûr, plus équitable et plus humain. Dans de nombreuses régions du monde des progrès rapides ont été accomplis vers la démocratie, l'instauration de formes de gouvernement fondées sur la responsabilité et vers la réalisation des buts des Nations Unies. L'achèvement du processus de démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud contribuerait considérablement à renforcer ces buts et ces tendances positives et notamment à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'année dernière, sous l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale a pu faire en sorte que le Koweït recouvre sa souveraineté et son intégrité territoriale, qu'il avait perdues par suite de l'agression iraquienne. Les mesures prises depuis lors par le Conseil de sécurité demeurent essentielles pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région et doivent être intégralement mises en oeuvre. Les membres du Conseil de sécurité sont par ailleurs préoccupés par la situation humanitaire des populations civiles innocentes de l'Iraq.

Les membres du Conseil de sécurité apportent leur soutien au processus de paix au Moyen-Orient, facilité par la Fédération de Russie et les Etats-Unis, et espèrent qu'il sera mené à bien sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973).

---

(Suite de la note 1/)

S. E. M. François Mitterrand, Président de la France, S. E. M. Géza Jeszenszky, Ministre des affaires étrangères et envoyé personnel du Premier Ministre de Hongrie, S. E. M. P. V. Narasimha Rao, Premier Ministre de l'Inde, S. E. M. Kiichi Miyazawa, Premier Ministre du Japon, S. M. Hassan II, Roi du Maroc, S. E. M. Boris N. Eltsine, Président de la Fédération de Russie, S. E. M. John Major MP, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S. E. M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, S. E. M. Carlos Andrés Pérez, Président du Venezuela, et S. E. M. Nathan Shamuyarira, Ministre des affaires étrangères et envoyé personnel du Président du Zimbabwe, ainsi que par le Secrétaire général, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali.

Ils accueillent favorablement le rôle que l'Organisation des Nations Unies a pu jouer dans le cadre de la Charte pour faire avancer la solution de différends régionaux qui existaient de longue date, et ils agiront en vue de nouveaux progrès sur la voie d'un règlement de ces différends. Ils saluent la précieuse contribution apportée par les forces de maintien de la paix actuellement en place en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe.

Les membres du Conseil de sécurité notent que les tâches de l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix se sont considérablement accrues et élargies ces dernières années. La surveillance d'élections, la vérification du respect des droits de l'homme et le rapatriement de réfugiés ont été, dans le règlement de certains différends régionaux, et à la demande ou avec l'accord des parties concernées, partie intégrante d'une action plus large du Conseil de sécurité visant à maintenir la paix et la sécurité internationales. Les membres du Conseil de sécurité se réjouissent de cette évolution.

Les membres du Conseil de sécurité ont par ailleurs conscience que les changements survenus, aussi positifs soient-ils, entraînent de nouveaux risques pour la stabilité et la sécurité. Certains des problèmes les plus pressants tiennent aux changements apportés dans les structures étatiques. Les membres du Conseil de sécurité encourageront tous les efforts propres à assurer la paix, la stabilité et la solidarité au cours de ces changements.

La communauté internationale se voit donc confrontée à de nouveaux défis dans sa recherche de la paix. Tous les Etats Membres attendent de l'Organisation qu'elle joue un rôle central en ce moment décisif. Les membres du Conseil de sécurité soulignent l'importance qu'il y aurait à renforcer et améliorer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. Ils sont résolus à assumer pleinement leur responsabilité au sein de l'Organisation des Nations Unies et dans le cadre de la Charte.

La paix et la sécurité internationales ne découlent pas seulement de l'absence de guerre et de conflits armés. D'autres menaces de nature non militaire à la paix et à la sécurité trouvent leur source dans l'instabilité qui existe dans les domaines économique, social, humanitaire et écologique. Il incombe à tous les Membres des Nations Unies, agissant dans le cadre des organes appropriés, d'attacher la plus haute priorité à la solution de ces problèmes.

#### Respect des principes de la sécurité collective

Les membres du Conseil de sécurité soulignent leur attachement au droit international et à la Charte des Nations Unies. Tous les différends entre Etats doivent être résolus pacifiquement en accord avec les dispositions de la Charte.

Les membres du Conseil de sécurité réaffirment leur attachement au système de sécurité collectif de la Charte pour faire face aux menaces contre la paix et pour mettre fin aux actes d'agression.

Les membres du Conseil de sécurité expriment leur profonde préoccupation à l'égard des actes de terrorisme international et estiment nécessaire que la communauté internationale réagisse de manière efficace contre de tels actes.

#### Rétablissement de la paix et maintien de la paix

Afin d'accroître l'efficacité de ces engagements et de donner au Conseil de sécurité les moyens de s'acquitter de la responsabilité principale que lui confère la Charte dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les membres du Conseil de sécurité ont décidé la démarche suivante :

Ils invitent le Secrétaire général à élaborer une étude et des recommandations, qui seraient remises aux Etats Membres avant le 1er juillet 1992, sur le moyen de renforcer la capacité de l'Organisation dans les domaines de la diplomatie préventive, du maintien et du rétablissement de la paix, et sur la façon d'accroître son efficacité, dans le cadre des dispositions de la Charte.

L'étude et les recommandations du Secrétaire général pourraient porter sur le rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans l'identification des crises potentielles et des zones d'instabilité, ainsi que sur la contribution que pourraient apporter les organisations régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, pour aider le Conseil de sécurité dans ses travaux. Elles pourraient également porter sur les besoins en ressources matérielles et financières adéquates. Le Secrétaire général pourrait tirer parti des enseignements acquis lors des récentes opérations de maintien de la paix de l'ONU afin de recommander des moyens d'accroître l'efficacité des plans et des opérations du Secrétariat. Il pourrait également voir s'il serait possible qu'il soit fait un usage accru de ses bons offices et des autres fonctions que lui confère la Charte des Nations Unies.

#### Désarmement, maîtrise des armements et armes de destruction massive

Tout en étant pleinement conscients des responsabilités d'autres organes des Nations Unies dans ces domaines, les membres du Conseil de sécurité réaffirment que le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération peuvent apporter une contribution primordiale au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ils se déclarent résolus à prendre des mesures concrètes pour renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans ces domaines.

Les membres du Conseil de sécurité soulignent qu'il est indispensable que tous les Etats Membres s'acquittent des obligations qu'ils ont contractées en ce qui concerne la maîtrise des armements et le désarmement, empêchent la prolifération sous tous ses aspects de toutes les armes de destruction massive, évitent de procéder à des accumulations et à des transferts d'armes excessifs et déstabilisateurs, et règlent par des voies pacifiques tout différend sur ces questions qui menacerait la stabilité régionale et mondiale ou ferait obstacle à son maintien. Ils mettent l'accent sur le fait qu'il est important que les Etats concernés ratifient et appliquent sans tarder tous les arrangements internationaux et régionaux en matière de maîtrise des armements, en particulier les traités START et FCE.

La prolifération des armes de destruction massive constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales. Les membres du Conseil de sécurité s'engagent à travailler à la prévention de la dissémination des technologies liées à la recherche et à la production de telles armes et à prendre les mesures appropriées à cet effet.

Pour ce qui est de la prolifération nucléaire, ils relèvent l'importance que revêt la décision prise par de nombreux pays d'adhérer au Traité sur la non-prolifération. Ils soulignent le rôle essentiel de garanties de l'AIEA pleinement efficaces pour l'application de ce Traité et l'importance de contrôles à l'exportation rigoureux. Les membres du Conseil de sécurité prendront des mesures appropriées si des violations leur sont notifiées par l'AIEA.

En ce qui concerne les armes chimiques, ils apportent leur soutien à la Conférence de Genève en vue d'aboutir avant la fin de 1992 à la réalisation d'un accord sur une convention internationale de portée universelle d'interdiction des armes chimiques avec un régime de vérification.

Dans le domaine des armements classiques, ils notent que l'Assemblée générale a voté pour l'établissement, dans un premier temps, d'un registre des Nations Unies sur les transferts d'armement. Ils reconnaissent à cet égard qu'il est important que tous les Etats fournissent à l'Organisation toutes les informations demandées dans ce registre.

\*  
\*   \*  
\*

En conclusion, les membres du Conseil de sécurité affirment qu'ils sont résolus, à partir de l'initiative qu'a constituée leur réunion, à accomplir des progrès réels en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Ils reconnaissent que le rôle du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est essentiel. Ils expriment leur profonde gratitude au précédent Secrétaire général, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour la remarquable contribution qu'il a apportée aux travaux de l'Organisation, et qui a été couronnée par la signature de l'Accord

concernant le Salvador. Ils souhaitent la bienvenue à son successeur, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, et approuvent qu'il se soit donné pour tâche d'améliorer et de renforcer le fonctionnement des Nations Unies. Ils l'assurent de leur plein appui et s'engagent à coopérer étroitement avec lui à la réalisation de leurs objectifs communs et en particulier au renforcement de l'efficacité du système des Nations Unies.

Les membres du Conseil de sécurité estiment que la conjoncture mondiale actuelle est la plus propice à la paix et à la sécurité internationales qui ait existé depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies. Ils s'engagent à travailler en étroite coopération avec tous les autres Membres des Nations Unies dans les efforts qu'ils déploieront eux-mêmes à cette fin et à s'attaquer sans délai à tous les autres problèmes qui appellent une réponse collective de la communauté internationale, en particulier ceux du développement économique et social. Ils estiment que la paix et la prospérité vont de pair et qu'ils ne saurait y avoir de paix et de stabilité durables sans une véritable coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté et d'assurer une vie meilleure à tous les hommes dans une plus grande liberté."

-----